

**INFOS EN LIGNE... SUR LA LIGNE  
N°32**



**ATTENTION !**

**PAS D'ACCORD A L'AMIABLE AVEC RFF et ses représentants**

RFF prévoit d'organiser « des réunions publiques de proximité » et surtout « **des contacts individuels avec les personnes directement impactées et les riverains les plus proches** »  
De son côté la Région a débloqué 11,6 millions d'euros « pour débiter rapidement les études complémentaires préalables à la déclaration d'utilité publique et les **acquisitions foncières anticipées** ».

**Faites connaître ce message autour de vous ainsi qu'aux personnes impactées dans le fuseau ou à proximité.**

**Il faut les mettre en alerte pour qu'elles ne répondent pas à ces prises de contact, qu'elles ne signent aucun document et qu'elles ne cèdent pas au chantage que ne manquera pas de faire RFF.**

**TOUTE PERSONNE CONTACTÉE EST INVITÉE À SE RAPPROCHER D'ABORD DE L'ASSOCIATION NIVELLE-BIDASSOA ([nivellebidasoa@gmail.com](mailto:nivellebidasoa@gmail.com) ; 770 chemin Kampobaïta 64122 URRUGNE ; téléphone : 05 59 54 31 55)**

**➤ 13 juin : conférence de presse à Irun**

Cette conférence de presse s'est tenue sous le porche de la mairie d'Irun pour dénoncer la relance du projet de construction de la connexion LGV avec la France à Bariatou.



Des dizaines de personnes se sont rassemblées lors de cette conférence de presse représentants de collectifs sociaux, de municipalités et d'associations des villages de la région de Donostia, d'Irun, de Lezo et d'Oiartzun.

Nivelle Bidassoa était invitée pour faire le point sur le projet de l'autre côté de la Bidassoa.

➤ **La Coordination 47 fustige le lobbying de certains élus d'Aquitaine et de Midi Pyrénées et l'écrit au Premier Ministre !**

Suite à la demande d'audience au Premier Ministre par « l'union sacrée des élus Aquitains » dans une lettre rendue publique, Jacques Dousset, porte parole de la Coordination 47, écrit à son tour à Jean-Marc Ayrault.

*« Depuis 4 ans la Coordination 47 pour le TGV sur les voies existantes, qui regroupe 12 associations, défend une solution alternative raisonnable sur la ligne existante Bordeaux-Toulouse modernisée plutôt que la construction d'une nouvelle LGV. Alors que nos arguments rejoignent ceux de la Cour des comptes, de la commission des finances de l'Assemblée, etc. nous n'avons jamais pu être entendus. Alors que nous défendons un sage compromis entre gain de temps, rentabilité, faisabilité, économie et transports du quotidien nous connaissons et dénonçons les lobbys de certains élus d'Aquitaine et de Midi-Pyrénées qui s'efforcent d'influencer ce dossier en brandissant des arguments mensongers.*



J. Dousset à gauche

*C'est dans un esprit de continuité de concertation et d'équité que nous vous apportons, par ce courrier, quelques remarques sur l'intervention de ces élus qui sollicitent ou ont obtenu un rendez-vous auprès de votre ministère ou du Président de la République. [...] Les usagers du quotidien attendent une amélioration des performances mais à un coût acceptable par la modernisation de la ligne actuelle et non par la création d'une LGV.»*

➤ **Le Cade et Nivelle Bidassoa font de même, ils rétablissent la vérité dans une lettre adressée au Premier ministre !**

C'est en ces termes que Pierre Recarte et Victor Pachon signataires de la lettre s'adressent à J.M. Ayrault :

*« Nous dénonçons vigoureusement l'interventionnisme de certains élus d'Aquitaine et de Midi-Pyrénées qui tentent d'influencer les décisions en avançant une argumentation fallacieuse. En agissant de la sorte les Présidents de région Alain Rousset et Martin Malvy vont à l'encontre de l'intérêt général.*

*Permettez-nous de reprendre point par point les arguments avancés dans la lettre que ces élus vous ont adressée et rendue publique. »*

Sont passés en revue les 5 points de la lettre des grands élus aquitains et arguments à l'appui sont démontrés que contrairement à ce qu'affirment Alain Rousset et ses alliés de circonstance, le GPSO :

- n'est pas un projet avancé sur le plan du financement et des acquisitions foncières.
- n'est pas un projet structurant pour l'Aquitaine
- n'est pas un projet socio-économiquement rentable
- n'est pas un corridor européen à créer car celui-ci existe déjà avec la connexion Hendaye-Irun
- n'assure pas des gains de temps remarquables et la ligne actuelle rénovée sera presque aussi performante.



La lettre se conclut ainsi :

*« Soucieux de défendre une alternative crédible, moins onéreuse, respectueuse de l'environnement et répondant aux besoins de mobilité de nos concitoyens, nous nous devons de rétablir la vérité pour défendre l'intérêt général.*

***Il est désolant de constater que certains élus travestissent ainsi la réalité et s'adonnent à une campagne éhontée de lobbying en n'hésitant pas à manipuler une argumentation mensongère. »***

Copie de cette lettre a été adressée à Delphine Batho, Ministre de l'Ecologie, Frédéric Cuvillier, Ministre des Transports, le Préfet de Région, des Pyrénées atlantiques et le Sous-préfet de Bayonne ;

Elle a été ensuite rendue publique sous la forme d'un communiqué de presse envoyé aux médias nationaux, régionaux et locaux avec bien sûr une copie à Alain Rousset et aux élus signataires de la lettre demandant un rendez-vous au Premier ministre.

=> [Publié par "Aqui"](#)

=> [et par eitb](#)

- **Geneviève Darrieussecq, maire de Mont de Marsan : « nous avons un très gros sujet d'inquiétude avec la LGV »**

Comme on la comprend !!!

Un article de « Sud Ouest » (=> [voir l'article](#)) relate les propos de la mairesse inquiète mais aussi agacée : « *Je suis consternée. Une nouvelle fois, la région Aquitaine va être totalement évincée de la politique d'infrastructures.* »



Mais qu'a-t-elle fait jusque là : elle attend une LGV qui n'apportera rien aux Landes et accepte que la ligne Morcenx- Mont de Marsan ne soit toujours pas électrifiée ! Cette ligne modernisée permettrait une liaison rapide avec Bordeaux. Geneviève Darrieussecq privée de son « joujou » s'en prend aux Basques : « *Et puis évidemment, la position du Pays basque n'a pas arrangé les choses.* »

***Heureusement que les Basques sont là pour éviter saccage et gaspillage !***

### ➤ **Ségolène Royal finance les anti-LGV**

La présidente de la région Poitou-Charentes vient d'attribuer une subvention exceptionnelle au collectif poitevin d'opposants à la LGV.

Est-ce pour bien marquer son opposition à la ligne à grande vitesse Poitiers-Limoges dont elle a déjà affirmé haut et fort qu'elle refuserait de contribuer à son financement ? Ou pour réaffirmer son attachement au TER ?

Toujours est-il que lors de la dernière réunion de la commission permanente du conseil régional Poitou-Charentes, le 31 janvier, Ségolène Royal a proposé d'affecter une subvention exceptionnelle de 1.000 € à ce collectif pour l'organisation d'un déplacement en TER dans le cadre d'une manifestation contre la LGV Poitiers-Limoges.



Ségolène Royal précisait que « *la Région soutient le fonctionnement de nombreuses associations de son territoire, y compris celles ayant des engagements citoyens. Et je rappelle que c'est à l'État qu'il revient de financer les lignes ferroviaires grande vitesse. C'est la raison pour laquelle je l'appelle à assumer ses responsabilités.* »

➤ **23 juin : Saint Pée sur Nivelles, les anti LGV ont fêté l'anniversaire de leur serment en présence de la presse**

A 11h30, tout le monde était au rendez-vous, ceux du nord en provenance d'Ahetze et ceux du sud venant de Saint Pée. Le point de ralliement, une superbe stèle érigée l'an dernier et œuvre du sculpteur Tellechea.

Le ciel un peu obscurci par les nuages n'a pas craqué mais rien ne fait reculer des opposants déterminés ! D'autant qu'ils désiraient fêter le premier anniversaire du serment prononcé de s'opposer à ce projet de LGV inutile dévastateur de nos finances et de notre pays.



C'est Pantxo Tellier qui ouvre le feu en rappelant le sens de notre lutte. Il termine par un hommage à celui qui est et restera le symbole de la ténacité dans cette lutte : l'ami Victor Pachon. Il lui est remis un makila d'honneur pour « l'ensemble de son œuvre »



Après quoi, Victor un peu surpris par ce cadeau inattendu prend la parole : « *Nous allons vers les beaux jours* » En effet, « *après la Cour des comptes, après les assises du ferroviaire recommandant un moratoire sur les LGV, voici que ces derniers mois, successivement, le rapport Bianco sur le ferroviaire, le rapport Auxiette sur le même sujet et le prochain rapport Mobilité21 vont dans le même sens : **la fin du modèle LGV.*** »

On peut effectivement se rassurer mais il faut rester vigilant, tel est le message qu'il tient à délivrer.

« *Ne boudons pas notre plaisir et rappelons que le chef de file des proLGV, M Rousset, nous qualifiait de « débiles » et prétendait faire notre bonheur malgré nous. Pour des « débiles », 20 ans d'avance sur ceux dont la politique est la profession, ce n'est pas mal.*

*M Rousset, les « débiles » vous saluent bien !*

*Mais nous ne mésestimons pas nos adversaires. Nous savons qu'ils mènent une bataille acharnée dans les couloirs des ministères. Nous sommes conscients que tout danger n'est pas écarté, la fin des LGV est inéluctable, mais leurs soubresauts peuvent encore être redoutables. **Nous appelons donc à maintenir entière notre mobilisation même si les nouvelles sont bonnes** »*

Sa conclusion est aussi la nôtre : « *Aujourd'hui l'avenir nous appartient et nous allons le peindre à nos couleurs, et dans nos couleurs il n'y a pas celle du renoncement.* »



De façon très symbolique les jeunes ont pris la parole pour rappeler que le combat sera encore long et qu'ils sont prêts à prendre le relais.

*« Les jeunes générations se joignent à nous pour remercier nos aînés qui ont mené ce combat depuis les années 1990.*

*Aujourd'hui nous sommes prêt à reprendre le flambeau et seront présents dans les années à venir pour s'opposer à ces GPII ubuesques, déraisonnables et destructeurs. »*

C'est sur ces propos pleins d'espoir que la journée s'est achevée par un pique nique dans une ambiance amicale.

La presse était très présente : presse écrite, France bleu Pays basque, FR3 Euskal Herri et la caméra et les journalistes de « Pièces à conviction » qui tournent un sujet sur la grande vitesse ferroviaire. Cette émission sera diffusée en octobre sur FR3. On en reparlera.

=> [Voir le reportage de FR3 Euskal Herri](#)

### ➤ **Ça s'agite, ça écrit, ça vote, ça parlote, ça menace...**

Les assises du ferroviaire, la Cour des comptes, le rapport Bianco, celui d'Auxiette, la commission Mobilité 21 autant de « mulettes » agitées devant ces vieux taureaux de combat\* que sont Alain Rousset, Alain Juppé et autres bipèdes du même élevage.

Dans l'attente du « tercio » de la mise à mort, ils espèrent tous que l'épée ne sera pas concluante et qu'ils obtiendront « l'indulto » (NDLR : la grâce en langage tauromachique) de la présidence.

Alors ces vieux fauves de la politique écrivent au Premier ministre, en appellent au Président. La ville de Bordeaux et le conseil régional d'Aquitaine adoptent une motion similaire rappelant le caractère indivisible du projet GPSO.



**La ganaderia « Alain »**

Une motion identique sera également proposée au vote de la Communauté Urbaine de Bordeaux et lors d'une séance plénière du Conseil général de la Gironde et des Pyrénées-Atlantiques.

Dans sa motion, le conseil municipal demande "à l'État de respecter ses engagements et de lancer l'enquête d'utilité publique afin de pouvoir lancer les travaux en 2016".  
**Alors prudence, tous les toreros le savent, c'est quand ils sont blessés que les taureaux sont les plus dangereux !**

**\*Race élevée en Gironde pour sa combativité et sa production de cuir tanné.**

## **Le Premier Ministre repousse les LGV**

La commission Mobilité 21, présidée par le député PS Philippe Duron a rendu ses conclusions sur les grandes infrastructures de transport.

La priorité devrait être mise sur l'entretien des réseaux existants, au détriment des lignes à grande vitesse.

Entre les lignes à grande vitesse (LGV) et les dessertes locales, la commission Mobilité 21 a tranché en faveur des secondes.

■ La hiérarchisation opérée par la commission retient trois groupes :

1. Premières priorités : projets à engager sur la période 2014-2030. Les études et procédures de ces projets doivent être poursuivies en vue de leur engagement avant 2030;
2. Secondes priorités : projets à engager entre 2030 et 2050. Les projets concernés doivent être poursuivis en études afin d'en approfondir la définition et permettre leur engagement sur la période 2030-2050 ;
3. Projets à horizons plus lointains : les projets à engager au-delà de 2050 et dont les études doivent être arrêtées aussi longtemps qu'aucun élément nouveau ne justifie leur relance.



- Deux scénarios financiers ont été envisagés :
  - le premier suppose que les ressources de l'AFITF soient maintenues constantes à 2,26 Md€ entre 2017 et 2030 ce qui permet d'engager entre 8 et 10 Md€ de travaux d'ici 2030.
  - le second prévoit une augmentation des ressources de l'agence d'environ 400 M€ par an, ce qui permet d'engager entre 28 et 30 Md€ de travaux d'ici 2030.

**Quelque soit le scénario, le projet de LGV Bordeaux-Espagne est classé « seconde priorité » c'est-à-dire à engager entre 2030 et 2050.**

**Mais** la commission a pris note que la réalisation de 5 projets dont la LGV Bordeaux-Espagne est largement liée à la saturation attendue de lignes existantes.

*« L'horizon de cette saturation peine aujourd'hui à pouvoir être précisément défini. En conséquence, même si la commission est d'avis que les conditions justifiant l'engagement des projets concernés ne devraient pas être réunies avant 2030, elle juge toutefois utile dans le scénario n°2 de prévoir une réserve de précaution de 2 Md€ pour d'éventuels premiers travaux. »*

**Quelles sont les conséquences ?** Les études vont se poursuivre et comme « d'éventuels premiers travaux » pourraient être engagés avant 2030, il y a fort à parier que cette disposition a été prise pour permettre d'ouvrir l'enquête d'utilité publique.

=> [Lire la synthèse du rapport](#)



Le Premier ministre n'a pas tardé à réagir : *« Mon diagnostic, c'est que la focalisation exclusive sur les grands projets masque les vrais enjeux des transports, qui sont les transports au quotidien. Ne soyons pas polarisés sur les seules lignes à grande vitesse lorsque des trains circulant à 200km/h à un coût moindre pour les voyageurs peuvent rendre un service économique et social supérieur »*

=> [Lire la Tribune libre de JM Ayrault](#)

Le 9 juillet prochain, il rendra public le plan d'investissement du gouvernement concernant les transports.

***Inutile de dire compte tenu des multiples réactions des élus régionaux, qu'ils seront nombreux à arpenter les couloirs du pouvoir...***



## ➤ Des soubresauts, dont certains espérons-le seront sans effets ...



**Alain Rousset** estime que le report du projet par la commission Mobilités 21 n'est pas inéluctable. Il attend la décision du gouvernement le 9 juillet. Il ira défendre le dossier le 2 juillet chez le ministre des transports en compagnie, d'Alain Juppé et d'élus aquitains.

Pour emporter une décision favorable, le Président du Conseil régional brandit quelques menaces : *« Les collectivités d'Aquitaine ont déjà financé Bordeaux-Tours. Que se passerait-il si la suite du chantier était mise en cause. Il y a des risques énormes de contentieux. Ou alors de retrait de financements. Je ne suis ni en colère, ni abattu. C'est un projet indispensable. J'attends un signe pour ne pas désespérer l'Aquitaine et éviter des réactions beaucoup plus dures »*



De son côté, **Vincent Feltesse**, le président de la Communauté Urbaine de Bordeaux, a déjà rencontré Philippe Duron, président de la commission Mobilité 21. Il dit comprendre les objectifs développés dans ce rapport. En revanche, il regrette les occasions manquées de financements européens pour le projet transfrontalier vers l'Espagne. *« Bordeaux-Hendaye paie aussi l'hostilité forte dans le Pays Basque »* a-t-il déclaré.



**Alain Juppé**, le maire de Bordeaux, dénonce aussi l'analyse effectuée par la commission Duron. Il estime qu'économiser sur *« des infrastructures qui procurent du travail à nos entreprises est une erreur. Ce n'est pas acceptable même si je comprends les contraintes »*



**Le conseil général des Pyrénées-Atlantiques** est en ébullition. Les groupes Forces 64 et UMP et apparentés de Jean-Jacques Lasserre et Max Brisson ont réclamé dans une motion que l'argent destiné au financement du tronçon Bordeaux-Tours soit réaffecté au dédommagement des victimes des inondations. L'exécutif départemental du président Georges Labazée (PS) a entériné en avril 2011 une participation de 79,87 millions d'euros (valeur 2009) pour la LGV Tours-Bordeaux. Quelques 30 millions ont déjà été déboursés. *« Le conseil général a payé pour des infrastructures qui profitent à l'emploi du nord de Bordeaux »*, peste le président du groupe UMP, Max Brisson. *« Qu'on stoppe l'hémorragie ! »*, renchérit le président de Forces 64, Jean-Jacques Lasserre. Mais ils ont la mémoire courte car ils oublient de rappeler qu'ils ont voté le protocole de financement de la Tours-Bordeaux.

La ligne de conduite du président Labazée ne devrait pas bouger. Fidèle à son habitude, il attendra les résultats de l'entrevue de son mentor A. Rousset et s'en remettra une fois de plus à ses directives !

Quant au vice président Kotte Ecenarro, aucune déclaration, il faut dire que « par gros temps » il évite la marée des journalistes et reste au port attendant des jours meilleurs.



**Martine Lignières-Cassou**, maire et présidente de l'agglo de Pau, et ses soutiens font l'objet d'attaques répétées. Leurs adversaires considèrent qu'il ne fallait pas s'engager à payer une telle facture sans avoir obtenu l'assurance de la réalisation des chantiers. Il s'agit maintenant de trouver une sortie. L'ennui, c'est que le contrat passé avec RFF contraint fortement la collectivité à honorer ses engagements. Monique Sémavoine, maire de Mazères-Lezons, ironise : « *À ce jour, la seule garantie que nous avons c'est que nous n'avons rien. S'il est vrai que nous ne pouvons pas nous désengager, c'est très grave.* » « *Il faut jouer groupé avec les autres collectivités touchées pour ne pas payer. Mais qui paiera au final ? L'État et l'Europe ?* », demande Jean-Yves Lalanne, le maire de Billère. Alain Lavignotte, élu palois calme le jeu : « *On peut étudier la situation sur des bases juridiques. Si la Bordeaux-Hendaye ne se fait plus, il y a certainement un changement de nature du contrat.* »

***La question que tout le monde se pose : si des collectivités se retirent, que se passera-t-il si la construction de la LGV Tours- Bordeaux s'arrête ?***

### ➤ **Les élus aquitains reçus par F. Cuvillier, le ministre des Transports...**

Cela ressemblait fort à un pèlerinage à la grotte de Lourdes dans l'attente d'un miracle, à cela près que les pèlerins étaient 7 élus aquitains et que la destination était le ministère des Transports.

Tous récitent la même litanie: « *il est inimaginable de dissocier le projet GPSO* »

Ils refusent les conclusions du rapport Duron et croient, en hommes de foi, que Jean-Marc Ayrault fera un miracle dans ses choix le 9 juillet.

A Rousset a argumenté sa position auprès du ministre. « *Le Sud ouest est un trou noir en matière de lignes à grande vitesse. Le financement de la ligne Bordeaux-Toulouse-Espagne ne me paraît pas insurmontable* » rappelant son idée d'une « participation des usagers » (!!!) et de « revenus issus d'une taxe carbone » (???)

Enfin le Président de la Région a indiqué que le président du gouvernement basque espagnol, Inigo Urkullu, a adressé une lettre à Frédéric Cuvillier que « *côté espagnol, les trains à grande vitesse arriveront à la frontière en 2018.* »

Le problème c'est qu'il ne précise pas que la grande vitesse arrivera à Irun et non à Biriadou ! Bien sûr il s'est empressé de brandir la menace de risques de contentieux avec des collectivités, qui, dans le montage financier, ont participé au financement de Tours-Bordeaux et réclameraient d'être remboursées si la LGV ne desservait pas leurs territoires.



Alain Juppé rappelle dans un communiqué l'importance de la LGV Sud Ouest pour « sa ville ». « *Le report après 2030 de sa réalisation, à l'encontre des engagements de l'Etat, remettait en question la stratégie de développement urbain et économique de Bordeaux* » Philippe Madrelle président PS du CG Gironde est sorti plutôt confiant. V Feltesse, M Lignères-Cassou, G Labazée, Didier Borotra complétaient cette délégation. Pour l'instant les procédures continuent leur a assuré le ministre. « *Les procédures continuent, cela veut dire que les acquisitions foncières au sud de Bordeaux pour constituer un sillon réservé à la LGV continuent* », s'est empressé de préciser Alain Rousset, qualifiant cependant le ministre de « très prudent » En effet celui-ci s'est contenté de rappeler que c'est le 1er Ministre tranchera le mardi 9 juillet.

=> Lire [l'article de Sud Ouest](#) et [d'Europe 1 fr](#)

### ➤ **Savary lui, veut ralentir les trains...**

Député PS et spécialiste des transports, Gilles Savary met en garde contre l'entêtement à défendre la liaison à (trop) grande vitesse. Extraits de l'interview donnée à « Sud Ouest ». « *Il est absolument impossible de financer tous les projets ferroviaires et routiers qui sont prévus dans le pays [...] Je m'élève contre l'intégrisme LGV, qu'il soit du côté des pro ou des anti.* »



**Un rappel :** « *En Allemagne, qui est un des pays les plus en pointe pour le ferroviaire, on ralentit les trains car la trop grande vitesse a un coût exponentiel en équipement comme en maintenance. Il n'y a pas besoin de circuits de Formule 1 pour transporter les voyageurs. Un train qui roulerait à 250 à l'heure entre Bordeaux et l'Espagne mettrait seulement 13 minutes de plus qu'un train qui roule à 340 mais coûterait 4 milliards d'euros de moins.* »

**Une interrogation** que se pose tout le monde sauf A. Rousset apparemment : « *Quelles sont les collectivités locales qui peuvent aujourd'hui dire qu'elles vont renoncer à certaines compétences pour financer le GPSO ? On en est à 13,5 milliards d'euros sur ce projet.* »

**Une prise de position originale** : « *Encore une fois, je ne préconise pas l'abandon de ces liaisons, je dis qu'il faut faire de nouvelles propositions en phase avec les capacités de financement. En Aquitaine, notre réseau classique est un des plus mal équipés de France.* »

**Un désaccord avec A. Rousset** :

« *Alain a fait énormément de boulot pour la Région Aquitaine mais c'est très compliqué de parler avec lui de ce dossier. Si on ne partage pas sa conception de la LGV, on se fait traiter de déserteur.* »

**Comme on le comprend ! Nous, nous avons été traités de « débilés » !!!**

 =>  [Lire l'intégralité de l'interview](#)

## **L'image du mois : une voiture de RFF bloquée par des rails !**

Des opposants à la LGV ont bloqué le véhicule du chargé de mission de RFF venu à la mairie de Feugarolles pour une réunion.



C'est l'œuvre de « Très Grande Vigilance en Albret », association toujours en pointe qui s'oppose au projet de LGV Bordeaux-Toulouse. 18 mètres de rails, soit 1,2 t de ferraille, ont été transportés par les bénévoles et soudés pour bloquer le véhicule.

**Retour au bercail en taxi !**

### ➤ **Avant les vacances d'été, dernière réunion de l'Observatoire des trafics**

Au menu : l'évolution des trafics de 2006 à 2011. Une présentation très adroite de la DREAL destinée une fois de plus à masquer la réalité et à laisser croire à une progression des trafics.

Un gros travail de la part de nous tous pour démonter les artifices de présentation et constater une fois de plus que la saturation de la ligne s'éloigne. Nos adversaires tentent de démontrer le contraire en faisant circuler de plus en plus de TER vides sur la ligne !

Une certitude : les prévisions faites lors du débat public de 2006 par RFF ne sont pas au rendez-vous. Mais ce qui est aberrant c'est que lorsque nous le dénonçons il nous est rétorqué : « l'Observatoire sert à observer la réalité des trafics et non les prévisions »

Pourtant ce projet repose bien sur des prévisions faites en 2006, totalement désavouées par la réalité et fera l'objet d'une enquête publique en 2013 pour une réalisation éventuelle au-delà de 2030 !

*Comprenne qui pourra !*

**BONNES VACANCES A TOUS !**

Nous prenons un peu de repos avant d'affronter à la rentrée ( ? ) l'enquête d'utilité publique

=====

**BULLETIN D'ADHESION**

NOM : ..... PRENOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL : ..... VILLE : .....

Adresse électronique :

.....

(Écrire lisiblement, merci d'avance)